

EVOLUTIONS MONÉTAIRES

"Les évolutions monétaires, rédigées par Pierre Campergue représentent une théorie innovante."
Philippe Lopes (auteur d'ArboSciences, septembre 2020).

Création - Utilisation - Répartition.....	2
Réflexion préliminaire.....	3
Evolution monétaires cohérentes.....	3
Implications.....	6
Genèse (processus) de la monnaie.....	6
Remarques.....	7
Evolutions monétaires incohérentes (contraires)	9
Conclusion.....	11

EVOLUTIONS MONÉTAIRES COHERENTES

Dans n'importe quelle discipline, toute mesure de n'importe quelle grandeur ou dimension est toujours déterminée comme suit :

Mesure (M) = nombre (n) d'unités × valeur (u) de l'unité (v)

Confusion possible car ici (u) n'est pas l'unité, mais la valeur de l'unité. La variable (v) sera choisie pour la valeur.

Par conséquent, en Economie la mesure de la monnaie, qui ne peut faire exception, est donc définie par la relation :

Monnaie (M) = nombre (n) d'unités monétaires × valeur (u) de l'unité monétaire (v)

Confusion possible car ici (u) n'est pas l'unité, mais la valeur de l'unité. La variable (v) sera choisie pour la valeur.

soit :

$$M = n \cdot u = n \cdot v$$

dont la différentielle est :

$$dM = n \cdot du + u \cdot dn = n \cdot dv + v \cdot dn$$

La résolution de cette équation renvoie les quatre, et seulement quatre, résultats, à savoir :

1.	$dn = 0$	et :	$du = 0$	$dv=0 \Rightarrow$	$(\partial M)_{n,u} = 0$	$\Rightarrow$	Pas d'évolution
2a.	$dn > 0$	et :	$du < 0$	$dv<0 \Rightarrow$	$dM = 0$	$\Rightarrow$	Pas d'évolution
2b.	$dn < 0$	et :	$du > 0$	$dv>0 \Rightarrow$	$dM = 0$	$\Rightarrow$	Pas d'évolution
3a.	$dn = 0$	et :	$du > 0$	$dv>0 \Rightarrow$	$(\partial M)_n > 0$	$\Rightarrow$	Création de monnaie
3b.	$dn = 0$	et :	$du < 0$	$dv<0 \Rightarrow$	$(\partial M)_n < 0$	$\Rightarrow$	Destruction de monnaie
4a.	$dn > 0$	et :	$du = 0$	$dv=0 \Rightarrow$	$(\partial M)_u > 0$	$\Rightarrow$	Création de monnaie
4b.	$dn < 0$	et :	$du = 0$	$dv=0 \Rightarrow$	$(\partial M)_u < 0$	$\Rightarrow$	Destruction de monnaie

Représentation graphique, du style nombre en abscisse & valeur en ordonnée.

Ces quatre résultats sont les seuls capables d'exhiber (présenter) les différentes évolutions cohérentes possibles. Bien sûr, il est possible de mettre en exergue (en évidence) que dans la possibilité 2 (2a, 2b), si les variations ($|dn|$, $|du|$, $|dv|$), en valeur absolue, du nombre (n) et de la valeur (u) (v) ne sont pas égales, alors la variation (dM) de la monnaie (M) n'est pas nulle. Ceci est exact, mais dans cette hypothèse le système économique examiné ne peut être que soumis à des distorsions, altérations, etc., qui travestissent la bonne marche du système, comme il sera vu plus loin dans le paragraphe "Evolutions incohérentes (paradoxaux)". En tout état de cause, ces quatre possibilités répertorient et recensent absolument toutes les évolutions naturelles concevables. Réfuter cela serait remettre en cause la validité de l'analyse mathématique et par conséquent manquer de raison.

Il est à remarquer que :

- les deux premières hypothèses (1, 2) sont inopérantes (inefficaces) à créer de la monnaie, malgré que le nombre d'unités puisse éventuellement varier,
- les deux dernières hypothèses (3, 4) sont efficaces à faire évoluer la quantité de monnaie : soit à la hausse, soit à la baisse.

Toutefois, quel que soit le cas envisagé :

- **toute variation du nombre d'unités monétaires n'est due qu'à la volonté humaine.**
- **s'il n'existe pas d'action de l'Homme, aucune évolution de ce nombre n'est possible.**

En effet, il est bien évident qu'une variation du nombre (n) d'unités monétaires ne peut être due qu'à une décision humaine. L'émission ou le retrait d'unités monétaires est bien une conséquence des agissements des individus qui sont habilités à détenir ce pouvoir.

Donc, après l'élimination de la possibilité 1 (identifiée comme le refus d'un crédit par un banquier) qui ne possède aucun intérêt, l'analyse du tableau répertoriant les différentes possibilités discerne (distingue) :

- **celles qui nécessitent obligatoirement une action humaine, à savoir les possibilités 2 et 4,**
- **celle qui en est strictement indépendante, à savoir la possibilité 3.**

En conséquence :

- tout ce qui dérive des possibilités 2 et 4 est relatif à la sociologie, anthropologie (humanité), philosophie, etc., c'est-à-dire aux "Sciences de l'Homme",
- tout ce qui émane (se dégage) de la possibilité 3 ne peut ressortir (se rapporter) qu'à la physique, c'est-à-dire aux "Sciences de la Nature".

La prise en compte de cette dernière possibilité change tout, car toute conséquence de la présence humaine y est absolument, rigoureusement et strictement interdite, identiquement aux "Sciences de la Nature". C'est donc en se référant à ces disciplines qu'une explication rationnelle des échanges économiques puisse être développée.

Donc, les possibilités 2 et 4 résultent systématiquement d'une intention, d'un projet et d'une intervention de l'Homme ne nécessitant aucune dépense d'énergie, sous forme de travail, destinée à faire varier le prix (comme il sera vu plus bas). En effet, la frappe d'un flan métallique dont la valeur faciale est de 10 unités monétaires (€, £, \$, ...) ne requiert pas plus d'énergie que celle de 1 unité. L'impression du nombre 1 000 sur un bout de papier ne réclame pas 100 fois plus d'énergie que celui du nombre 10. Un banquier n'est pas plus fatigué (400 fois) en octroyant (en accordant) un prêt de 200 000 € pour la construction d'une maison d'habitation qu'en accordant un crédit de 500 pour l'acquisition d'un lave-vaisselle. Il est à remarquer que la possibilité 4 ressortit (se rapporte) toujours au même phénomène. Si l'Homme n'augmente pas ou ne diminue pas le nombre (n) d'unités, alors on se retrouve dans l'hypothèse 3. On voit bien, dans cette possibilité (3a, 3b), qu'après une variation ($\pm \Delta u$ Δv) de la valeur de l'unité, s'il est opéré une même variation inverse ($\mp \Delta n$) du nombre d'unités, cela ramène l'unité à sa valeur (u) (v) d'origine. L'Homme est donc autorisé à émettre ou à détruire un certain nombre (Δn) d'unités monétaires de manière à ce que :

$$\Delta u = 0 \quad \Delta v = 0$$

En conclusion, il est possible de soutenir que :

- **toute variation du nombre d'unités monétaires génère automatiquement et inexorablement (inéluçablement) une même variation inverse de la valeur de l'unité, impliquant l'impossibilité de création de monnaie.**
- **la variation du nombre d'unités est toujours et exclusivement provoquée par l'Etre Humain, sans l'exercice d'aucun travail.**

Donc, en octroyant (en permettant) un crédit, non couvert par des dépôts, un banquier :

- fait évoluer le nombre (n) d'unités à la hausse ($dn > 0$)
- fait évoluer la valeur (v) de l'unité (u) à la baisse ($du < 0$) ($dv < 0$)
Confusion possible car (u) n'est pas l'unité, mais la valeur de l'unité.

conformément à la possibilité 2a, car il ne peut en aucun cas maintenir la valeur (v) de l'unité (u) constante (possibilité 4a). En effet, dans cette hypothèse il serait dans l'obligation d'exercer un travail, ce qu'il ne fait pas. Donc, d'après ce qui précède, un banquier ne crée jamais de monnaie *stricto sensu* (au sens strict). Ainsi, dire qu'un banquier crée de la monnaie serait une simplification instigant (incitant) un abus langagier (de langage). La seule chose qu'il soit possible d'émettre est que les banquiers créent des unités monétaires et seulement des unités monétaires, mais en faisant systématiquement varier la valeur de l'unité de manière inversement proportionnelle.

A contrario (au contraire), le remboursement d'un emprunt s'apparente à la possibilité 2b, avec :

- l'évolution du nombre (n) d'unités à la baisse ($dn < 0$)
- l'évolution de la valeur (v) de l'unité (u) à la hausse ($du > 0$) ($dv > 0$)

Ainsi l'accroissement du nombre d'unités monétaires (octroi ou bénéfice d'un crédit non couvert par des dépôts) ne crée pas de monnaie et sa diminution (remboursement d'un crédit) n'en détruit pas.

Les diverses évolutions représentées par toutes les possibilités (1, 2, 3, 4) énumérées ci-dessus existent et forment un mélange qui façonne la réalité quotidienne.

Quel que soit le système économique envisagé, il ressort de ce paragraphe que toute variation du nombre d'unités monétaires ne modifie en rien la richesse globale de ce système. Ceci est dû au fait qu'aucun travail (énergie) proportionnel à cette évolution n'est nécessaire, car cela dérive d'une initiative et d'un comportement humains en suivant une procédure comptable. Le résultat ne peut être qu'un changement strictement situé à l'intérieur du système, mais sans aucune modification globale de celui-ci. Toute mesure de politique économique n'impliquant pas une dépense de travail laisse constante la quantité de monnaie existante dans le système, mais y entraîne inexorablement (inévitablement) des flux, c'est-à-dire que :

- ce qu'une composante du système gagne, une autre le perd, et inversement.

Ainsi, pour qu'il puisse exister une modification de la richesse du système il est impératif de fournir, de dépenser de l'énergie sous forme de travail, car :

- TOUT CHANGEMENT NE PROCEDE QUE DU TRAVAIL $\Rightarrow$ EX NIHILO NIHIL (en français).

IMPLICATIONS

Parmi toutes les possibilités d'évolution de la monnaie énumérées ci-dessus, seule celle référencée 3a, à savoir :

$$dn = 0 \quad \text{et :} \quad du > 0 \quad dv > 0 \Rightarrow (\partial M)_n > 0$$

autorise sa création, ce qui est logiquement recherché puisque c'est celle qui accroît la richesse. Une fois cette création réalisée, il serait éventuellement possible à tout émetteur de frapper, autant que nécessaire, un nombre (n) d'unités monétaires pour maintenir la valeur (u) (v) de l'unité constante, ce qui correspondrait à la possibilité 4a, à savoir :

$$dn > 0 \quad \text{et :} \quad du = 0 \quad dv = 0 \Rightarrow (\partial M)_u > 0$$

Ainsi, pour augmenter la richesse d'un système économique quelconque, il est impératif d'accroître la valeur (u) (v) de l'unité monétaire (possibilité 3a). Pour ce faire, la seule méthode est de diminuer le prix des produits (biens et services) mis sur le marché. En effet, si hier une pièce de 1 € permettait d'acquérir 1 kg de pâtes et qu'aujourd'hui le prix du kilogramme chute à 0,9 €, alors le consommateur garde dans son escarcelle (portefeuille) 0,1 € qu'il détient en plus, et s'est donc enrichi. Cette opération (baisse de prix) provoque la constance ($0,9 + 0,1 = 1$) du nombre (n) d'unités, mais aussi l'augmentation de l'unité (u) de 11,1 % puisque 1 € consent (conduit) à l'achat de ce supplément de pâtes ($1 / 0,9 = 1,111$). Ce n'est qu'ultérieurement que le consommateur utilisera la monnaie qu'il détient en sus (en plus) après une baisse de prix, pour acquérir un autre bien ou un autre service.

Or, toutes les doctrines (collections d'opinions) économiques conventionnelles considèrent la monnaie comme celle qui circule du consommateur vers le fournisseur en échange d'un bien ou d'un service, lequel circule en sens inverse. De ce fait, elles sont toujours obligées de concevoir, imaginer, échafauder, des "dotations initiales" qui autorisent les

consommateurs à pouvoir acquérir des biens et des services. *A contrario* (à la différence), suivant cette nouvelle approche, il est possible d'écrire :

- **LA MONNAIE EST CELLE QU'UN CONSOMMATEUR DETIENT EN SUS (EN PLUS) APRES UNE BAISSE DE PRIX.**

Ce n'est qu'ultérieurement que cette monnaie circulera du consommateur au fournisseur en échange d'un produit (bien ou service). Ainsi, cette nouvelle définition appréhende (analyse) comment ces dotations initiales pourraient être générées et, de ce fait, la richesse et l'accroissement du pouvoir d'achat.

GENESE DE LA MONNAIE

Pour réaliser cette baisse de prix il est normalement nécessaire et indispensable d'accroître la productivité afin de fabriquer le bien ou le service avec la plus grande célérité (vélocité) possible (*caeteris paribus*) (en français). Mais cette augmentation de la productivité nécessite impérativement l'exécution d'un travail supplémentaire (défini ici en tant qu'énergie et non pas comme une tâche, une œuvre, une besogne, un labeur, une chose à réaliser).

En conséquence, il est donc possible d'exhiber (exposer) la séquence phénoménologique suivante :

- **TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE du fournisseur ⇒ accroissement de la productivité ⇒ baisse du prix ⇒ augmentation de l'unité monétaire ⇒ création de monnaie ⇒ MONNAIE SUPPLEMENTAIRE du consommateur.**

Il est à remarquer que cette diminution de prix ne doit pas servir à alimenter les dividendes (bénéfices), les salaires ou d'autres choses. En effet, dans ce cas et comme déjà précisé, cette démarche ne serait alors qu'une procédure comptable n'impliquant pas de dépense d'énergie puisque émanant (provenant) d'un choix et de la résolution d'un individu, alors que la baisse des prix est un processus physique nécessitant obligatoirement la "dépense" d'énergie sous forme de travail.

- **Le travail du fournisseur peut être exercé par n'importe quelle entité, à savoir : individus, esclaves, salariés, animaux, moteurs.**

Dans cette énumération, les individus, les esclaves, les salariés et les animaux peuvent être considérés comme des sources naturelles de travail, alors que les moteurs peuvent être appréhendés (interprétées) comme des sources artificielles. Les sources telles que le vent, chutes d'eau, etc., sont communément désignées comme naturelles, mais dans le contexte de cette étude elles sont à qualifier d'artificielles, nonobstant (en dépit du fait) que toutes les sources existantes dans l'Univers soient évidemment toujours naturelles. Ce n'est pas la source intrinsèque (en soi) qui est prise en compte mais plus exactement le système de transmission ou de transformation. Malgré que le vent soit une source naturelle, un moulin à vent doit être considéré comme une source artificielle de travail car il nécessite tout un système transmettant l'énergie du vent aux meules, système technique qui n'existe pas dans la nature.

La puissance des sources naturelles est toujours limitée (conventionnellement 1 CV = 0,736 kW – pratiquement un cheval de trait possède environ 2 kW de puissance), alors que, *a priori* (au premier abord), celle des moteurs ne l'est pas (un turboréacteur moderne fournit 80 000 kW). Il semble bien que ce soit la mise à notre disposition de ces sources artificielles d'énergie à faible coût depuis deux siècles qui a permis le passage :

- **d'une société de subsistance (besoin), sinon de disette (pénurie), à une société d'abondance (florissante), sinon de déchets (gaspillage).**

(tout au moins dans les pays "riches"), consécutivement à une baisse généralisée et conséquente des prix des biens et des services. Le cas des produits électroniques "grand public", ainsi que des voyages aériens "à bas coût", en sont des exemples actuels flagrants. Tout ceci est bien similaire aux faits qui se déroulent quotidiennement dans toutes les entreprises, à savoir : exercer un travail maximal (optimal) afin d'accroître la vitesse de fabrication et ainsi diminuer les prix (tout au moins les "prix de revient").

Le travail (énergie) qui permet une diminution du prix de revient peut être qualifié de "travail productif", alors que celui qui n'autorise pas une décroissance du prix peut être défini comme un "travail improductif".

Par exemple, si le prix de vente est maintenu constant nonobstant *(en dépit de)* cette baisse du prix de revient, alors il est possible de considérer qu'il existe deux variations (non simultanées), à savoir :

1. *une diminution préalable du prix qui est afférente (liée) à la physique,*
 2. *une augmentation consécutive ultérieure du prix qui est relative à la comptabilité.*
- *La première ressortit (se réfère) donc aux "Sciences de la Nature", alors que la seconde relève des "Sciences de l'Homme".*

En effet, les entrepreneurs sont, dans les systèmes libéraux, libres d'inscrire n'importe quel prix sur les étiquettes de leurs produits. Ils sont seuls juges et responsables des prix de vente, mais toujours sous réserve des contraintes extérieures (concurrence, réglementation, ...) auxquelles ils sont astreints (*soumis*). En conséquence, puisque les prix ne sont fixés qu'en fonction d'un choix humain, ceci ressortit (*se rapporte*) à des applications, éventuellement explicitées (*précisées*) par les doctrines (*ensembles d'opinions*) classiques et conventionnelles de l'Economie. A contrario (*par opposition*), l'hypothèse exposant une baisse éventuelle des prix de revient fait obligatoirement intervenir un travail (énergie) comme sa cause, son moteur, ce qui impose une approche physique du phénomène. C'est uniquement cette partie (démarche physique) qui est l'objet de l'essai qui découle de ces premières considérations.

En conséquence :

- *avant toute répartition de richesse, faisant partie des Sciences de l'Homme, il est impératif d'avoir assuré sa création suivant un formalisme physique dépendant des Sciences de la Nature.*

REMARQUES

De ce qui précède, pour un produit (bien ou service) quelconque, plus de travail a été fourni pour sa fabrication, moins il est onéreux et l'on peut penser qu'il est inclus, supporté par ce produit. Alors il est possible de soutenir que :

- lors d'un échange, il existe un déséquilibre de plus en plus accentué, en fonction de la productivité, entre le travail exercé par le fournisseur et la monnaie qu'il reçoit, ou encore :
 - *plus de travail circule du fournisseur au consommateur, moins de monnaie circule en sens inverse.*
- pour la même raison :
 - *c'est le fournisseur qui enrichit le consommateur.*
- si l'on considère deux exemplaires (A, B) d'un même produit ils sont normalement indiscernables (*indissociables*). Mais, si B a été fabriqué plus rapidement que A, alors B a nécessité une dépense de travail supérieure à celle A, exigeant que le prix de revient de B soit inférieur à celui de A. En conséquence :
 - **UNE VARIATION ($\pm$) DE TRAVAIL NE SERT JAMAIS A FABRIQUER UN PRODUIT (bien ou service), MAIS EXCLUSIVEMENT A FAIRE EVOLUER ($\mp$) SON PRIX DE MANIERE INVERSE.**

Ce travail est toujours un travail mécanique mais il ne sert plus à accroître la vitesse de déplacement d'un mobile, mais à augmenter celle d'élaboration d'un produit (bien ou service). Alors :

- *ce travail n'est plus un travail à but mécanique (W), mais devient un travail à finalité économique (T).*

De ces trois remarques il est maintenant possible de postuler (*formuler*) que :

- **le TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE exercé par le fournisseur est TRANSFORMÉ en MONNAIE SUPPLEMENTAIRE détenue par le consommateur.**

Alors, nous sommes donc en présence :

1. d'une transformation, ce qui est relatif à la physique, et non plus d'un flux, afférent (qui revient) à la comptabilité,
2. d'un équilibre entre le travail à effectuer détruit et la monnaie créée (premier principe de conservation).

Ceci est conforme au Premier Principe de Conservation de la physique. En effet, la diminution (destruction) du travail à effectuer est compensée par l'augmentation (création) de la monnaie engendrée et inversement : les variations respectives inverses du travail à effectuer et de la monnaie laissant leur somme constante (dans un système isolé). Alors, il est donc possible de poser :

$$\underbrace{dT}_{\text{cause}} + \underbrace{dM}_{\text{effet}} = 0 \quad \text{à comparer à :} \quad \underbrace{dQ}_{\text{cause}} + \underbrace{dW}_{\text{effet}} = 0 \quad \text{de la physique.}$$

Nous avons vu, ci-dessus, qu'une variation de travail induisait une variation inverse du prix et, de ce fait, une création ou une destruction de monnaie. Sachant que tout consommateur exerce sur le fournisseur une force (F) (pression) destinée à faire baisser le prix, alors il est possible de poser :

$$dM = - F \cdot dp \quad \text{à comparer à :} \quad dW = - P \cdot dV \quad \text{de la physique.}$$

Alors, en guise de tentative de compréhension des échanges (transformations) économiques, il est possible de dresser les séquences suivantes :

$$\begin{aligned} 1. \text{ d'abord} &\Rightarrow \text{Chaleur consommée (Q)} \xrightarrow{\text{TRANSFORMATION}} \text{Travail fourni (W)} \Rightarrow (\text{Thermodynamique}) \\ 2. \text{ ensuite} &\Rightarrow \text{Travail du fournisseur (T)} \xrightarrow{\text{TRANSFORMATION}} \text{Monnaie du consommateur (M)} \Rightarrow (\text{Ecodynamique}) \end{aligned}$$

Les lettres des mots "transformation" de s'affichent pas toutes (certainement mon navigateur qui les compriment).

Une variation de prix suivant l'hypothèse 3 (3a, 3b) laisse le nombre (n) d'unités constant. Ceci entraîne que la variation de l'unité monétaire (∂u) (∂v) du système économique soit une fonction inverse de la variation du prix (∂p) par rapport au nombre (N) d'unités monétaires circulant ou existant dans ce système. Sous forme analytique, il est donc possible d'écrire :

$$(\partial u)_N = - \frac{n}{N} \cdot \partial p$$

Il est à remarquer que les agrégats monétaires (Base M0, M1, ...) n'émanant (ne tirant leur origine) que de décisions humaines n'ont pas à être pris en compte car ils sont étrangers à l'approche physique usitée (en usage) ici.

EVOLUTIONS MONÉTAIRES INCOHERENTES (CONTRADICTOIRES)

Il est possible d'analyser la possibilité 2 (2a, 2b) lorsque les variations respectives du nombre (n) d'unités et de la valeur (u) (v) de l'unité ne sont pas égales en valeur absolue. Il ne peut alors exister que quatre possibilités, à savoir :

$$\begin{aligned} 2a1. \quad dn > 0 \quad \text{et : } du < 0 \quad (dv < 0) \quad \text{avec : } |dn| > |du| \quad |dv| &\Rightarrow dM_{\text{créée}} > 0 \quad \Rightarrow \text{Inflation} \\ 2a2. \quad dn > 0 \quad \text{et : } du < 0 \quad (dv < 0) \quad \text{avec : } |dn| < |du| \quad |dv| &\Rightarrow dM_{\text{créée}} < 0 \quad \Rightarrow \text{Dévaluation} \\ 2b1. \quad dn < 0 \quad \text{et : } du > 0 \quad (dv > 0) \quad \text{avec : } |dn| > |du| \quad |dv| &\Rightarrow dM_{\text{dépensée}} < 0 \quad \Rightarrow \text{Déflation} \\ 2b2. \quad dn < 0 \quad \text{et : } du > 0 \quad (dv > 0) \quad \text{avec : } |dn| < |du| \quad |dv| &\Rightarrow dM_{\text{dépensée}} > 0 \quad \Rightarrow \text{Réévaluation} \end{aligned}$$

Un diagramme serait le bienvenu.

Ces possibilités ne sont que des évolutions anormales, du fait que la fourniture de travail n'existe que partiellement, n'étant que des conséquences de décisions humaines. Pour les possibilités 3 (3a, 3b) et 4 (4a, 4b) les évolutions du nombre (n) et de la valeur (u) (v) ne sont également pas égales entre elles, mais ceci est dû au fait que du travail est effectué pour compenser ces différences (ceci sort du cadre explicatif de cette présentation condensée et élémentaire). Ces évolutions monétaires correspondent aux phénomènes d'inflation, de dévaluation, de déflation et de réévaluation, qui sont bien appréhendées (comprises) classiquement comme des anomalies. L'explication de ces quatre singularités (particularités) est présentée ci-dessous.

Avant tout autre chose, il est nécessaire de préciser que :

- **il faut toujours se souvenir que la valeur vraie d'un produit est directement fonction du nombre d'unités mais également de la valeur de cette dernière, car elle doit être prise en compte pour une estimation rationnelle de son coût.**

Le fait de ne considérer que le prix étiqueté, c'est-à-dire le nombre d'unités affiché, sans tenir compte de la valeur de l'unité avec laquelle il est mesuré, interdit toute compréhension des évolutions monétaires.

- **Possibilité 2a1 - Inflation**

Les variables évoluent comme suit :

$$\bullet \quad dn > 0 \quad \text{et} : \quad du < 0 \quad dv < 0 \quad \text{avec} : |dn| > |du| |dv|$$

Puisque le nombre n augmente le consommateur dispose de davantage d'unités mais la valeur u v de chacune d'elles diminue. Mais du fait que cette valeur diminue moins que le nombre augmente, entraîne que le consommateur s'enrichisse. Ce fait l'incite à accroître sa consommation, ce qui est bien constaté dans la réalité. Petit à petit, la différence entre le nombre n et la valeur u v augmente. Toutefois, si le consommateur gagne, le fournisseur perd. Ceci provoque la diminution des revenus de l'entreprise et l'incite d'abord à se séparer de la main d'œuvre, puis la conduise éventuellement à l'arrêt de ses activités instigant (poussant à) l'accroissement du chômage.

Il est possible de concevoir l'inflation comme une surévaluation de l'unité monétaire qui peut occasionner la ruine du système économique.

- **Possibilité 2a2 - Dévaluation**

Les variables évoluent comme suit :

$$\bullet \quad dn > 0 \quad \text{et} : \quad du < 0 \quad dv < 0 \quad \text{avec} : |dn| < |du| |dv|$$

La surévaluation de la monnaie due à l'inflation conduit nécessairement à sa remise à niveau à plus ou moins long terme. Normalement, l'augmentation du nombre n implique logiquement la même diminution de la valeur u v . Mais du fait que l'inflation ait accru le pouvoir d'achat du consommateur, il est impératif qu'il diminue de façon à ce qu'il perde ce qu'il a antérieurement (initialement) gagné. En Economie comme en toute chose :

$$\bullet \quad \text{Ex nihilo nihil (en français)} \quad \Rightarrow \quad \text{Rien ne se crée, ...}$$

Il est donc nécessaire que la valeur u v diminue davantage que le nombre n augmente afin de détruire la monnaie indûment gagnée.

Il est possible de concevoir la dévaluation comme un retour de la valeur u v à son niveau réel de référence ce qui favorise et occasionne la remise en ordre du système économique.

- **Possibilité 2b1 - Déflation**

Les variables évoluent comme suit :

$$\bullet \quad dn < 0 \quad \text{et} : \quad du > 0 \quad dv > 0 \quad \text{avec} : |dn| > |du| |dv|$$

Puisque le nombre n diminue le consommateur dispose de moins d'unités mais la valeur de chacune d'elles augmente. Mais, du fait que cette valeur augmente moins que le nombre diminue entraîne que le consommateur s'appauvrisse. Ce fait l'incite à diminuer sa consommation, ce qui est bien constaté dans la réalité. Petit à petit, la différence entre le nombre n et la valeur u v augmente. Toutefois, si le consommateur perd, le fournisseur gagne. A priori (de prime abord), l'entrepreneur est content. Mais, puisque le consommateur perd, il consomme moins. Ceci provoque la diminution des revenus de l'entreprise et l'incite d'abord à se séparer de la main d'œuvre puis la conduise à l'arrêt de ses activités instigant (conditionnant) un accroissement du chômage.

Il est possible de concevoir la déflation comme une sous-évaluation de l'unité monétaire qui peut occasionner la ruine du système économique.

- **Possibilité 2b2 - Réévaluation**

Les variables évoluent comme suit :

$$\bullet \quad dn < 0 \quad \text{et} : \quad du > 0 \quad dv > 0 \quad \text{avec} : |dn| < |du| |dv|$$

La sous-évaluation de la monnaie due à la déflation conduit nécessairement à sa remise à niveau, à plus ou moins long terme. Normalement, la diminution du nombre n implique logiquement la même augmentation de la valeur u **(v)**. Mais du fait que la déflation ait diminué le pouvoir d'achat du consommateur, il est impératif qu'il augmente de façon à ce qu'il gagne ce qu'il a antérieurement **(au départ)** perdu. En Economie comme en toute chose :

- **Ex nihilo nihil** **(en français)** $\Rightarrow$ **..., rien ne se perd, ...**

Il est donc nécessaire que la valeur u s'accroisse davantage que le nombre n décroisse.

Il est possible de concevoir la réévaluation comme un retour de la valeur u à son niveau réel de référence ce qui favorise et occasionne la remise en ordre du système économique.

Remarque 1

La comparaison des cas d'inflation et de déflation exhibe **(montre)** que la tendance naturelle de l'évolution des prix soit l'inflation puisque c'est elle que les consommateurs recherchent : cette hypothèse leur permettant d'acquérir un supplément de produit. C'est bien ce qui est constaté historiquement : les épisodes inflationnistes, avantageux pour les consommateurs (mais pas pour les épargnants), étant beaucoup plus nombreux que les phases déflationnistes qui leurs sont préjudiciables (mais pas pour les épargnants).

Puisque les phénomènes de dévaluation et de réévaluation sont respectivement liés à ceux d'inflation et de déflation, alors, en corollaire **(en toute évidence)**, les épisodes de dévaluation sont également beaucoup plus nombreux que les circonstances de réévaluation.

De ceci il est possible de soutenir que :

- **l'inflation étant favorable pour les consommateurs est relative à la "politique de la demande", la déflation étant avantageuse pour les fournisseurs est afférente **(associée)** à la "politique de l'offre".**

Ceci peut être présenté autrement, à savoir :

- **la "politique de la demande" tend à l'inflation, la "politique de l'offre" concourt à la déflation.**

Tout ceci correspond bien aux faits qu'ils soient possibles de constater dans la réalité. Donc, quelle que soit la politique envisagée, elles sont toujours néfastes **(mauvaises)** puisque leurs évolutions sont incohérentes **(paradoxaux)** : leurs conséquences n'étant que des altérations, perturbations, dérèglements, etc., d'un fonctionnement correct et idoine **(adéquat)** du système économique. Il est donc possible de soutenir que :

- **seul l'équilibre entre la politique de l'offre et la politique de la demande est à rechercher,**

afin que les évolutions restent cohérentes (possibilités 2a, 2b).

Remarque 2

Tant que la vitesse d'augmentation des *prix* reste inférieure à celle de la consommation tous les consommateurs sont gagnants et les épargnants perdants. Mais, lorsque la vitesse d'inflation devient supérieure, tous les consommateurs sont également perdants car ils ne disposent plus assez de temps pour consommer avant une nouvel accroissement des *prix*. Ils peuvent donc ainsi être qualifiés d'épargnants. Cette dernière hypothèse peut être définie comme un état d'hyperinflation.

CONCLUSION

Nous avons déjà vu que, par définition, toute grandeur est mesurée suivant la relation :

Grandeur, Dimension, Mesure (M) = nombre (n) d'unités × valeur (u) de l'unité

Hormis l'Economie, toutes les disciplines, quelles qu'elles soient, définissent la valeur (u) **(v)** de l'unité de la manière la plus exacte possible. Cette stabilité temporelle et spatiale n'a pour seul but que la mesure ne puisse renvoyer qu'un

seul et unique nombre (n). En effet, il est possible de reprendre les différentes possibilités d'évolution pour une grandeur G quelconque, à savoir:

1.	$dn = 0$	et :	$du = 0$	$dv = 0$	$\Rightarrow (\partial G)_{n,u} = 0$	$\Rightarrow$	Constance
2a.	$dn > 0$	et :	$du < 0$	$dv < 0$	$\Rightarrow dG = 0$	$\Rightarrow$	Constance
2b.	$dn < 0$	et :	$du > 0$	$dv > 0$	$\Rightarrow dG = 0$	$\Rightarrow$	Constance
3a.	$dn = 0$	et :	$du > 0$	$dv > 0$	$\Rightarrow (\partial G)_n > 0$	$\Rightarrow$	Augmentation
3b.	$dn = 0$	et :	$du < 0$	$dv < 0$	$\Rightarrow (\partial G)_n < 0$	$\Rightarrow$	Diminution
4a.	$dn > 0$	et :	$du = 0$	$dv = 0$	$\Rightarrow (\partial G)_u > 0$	$\Rightarrow$	Augmentation
4b.	$dn < 0$	et :	$du = 0$	$dv = 0$	$\Rightarrow (\partial G)_u < 0$	$\Rightarrow$	Diminution

Alors, en faisant abstraction de la possibilité 1 pour laquelle il n'existe aucune variation, il est facile de constater que seule l'hypothèse 4 (4a, 4b) laisse la valeur de l'unité constante ($du = 0$) ($dv = 0$). En conséquence, toute mesure ne renvoie qu'un seul nombre, le nombre (n) d'unités. Ainsi, pour une mesure particulière, quel que soit l'appareil, l'opérateur, le lieu, l'instant, le nombre (n) sera toujours identique (en faisant abstraction des fluctuations et des erreurs de mesure). Ainsi, il est possible de comparer plusieurs grandeurs entre elles. Sachant que toute théorie doit être exempte (**dépourvue**) de tout critère anthropique (**humain**), cela interdit toute référence humaine, l'exécuteur de la mesure n'ayant aucune influence sur le résultat. Comme précisé, cette faculté n'est plus valable en Economie, car la valeur (u) (**v**) est éminemment variable dans le temps et dans l'espace. De ce fait, l'opérateur (banquier, responsable politique, spéculateur, ...) peut jouer sur le nombre (n) d'unités monétaires puisqu'il n'est plus tenu à maintenir la constance de la valeur (u) (**v**) de l'unité. L'analyse des faits quotidiens montre bien que les financiers (au sens général) et les décideurs politiques ne se privent pas de jongler avec le nombre d'unités en intervenant sur l'émission ou le retrait d'argent particulièrement par la distribution de crédits. En résumé, si toutes les disciplines appréhendent (**admettent**) toujours la valeur (u) (**v**) de l'unité constante, seule l'économie se soustrait à cette exigence, cette valeur pouvant varier, mais toujours suivant les différentes possibilités indiquées ci-dessus. Cependant, ces variations ne remettent absolument pas en cause la justesse et la validité de la relation de base, à savoir :

$$M = n \cdot u = (n \cdot v) \quad \text{et de sa différentielle :} \quad dM = n \cdot du + u \cdot dn = n \cdot dv + v \cdot dn$$

Il vient d'être démontré analytiquement que, dans un système économique quelconque, toute variation du nombre (n) d'unités monétaires :

- **n'est toujours due qu'à une décision, volonté et agissement de l'Etre Humain,**
- **provoque une variation égale, de signe contraire, de la valeur de l'unité monétaire,**
- **laisse la quantité de monnaie constante et donc ne modifie en rien la richesse globale du système,**
- **ne requiert absolument aucune dépense d'énergie sous forme de travail.**

Ainsi, toute modification du nombre d'unités monétaires existantes dans un système économique est absolument vaine à faire évoluer (à la hausse ou à la baisse) la quantité *stricto sensu* (**au sens strict**) de monnaie et donc l'enrichissement ou l'appauvrissement du système. Toute politique économique orientée sur la répartition interne de la monnaie au système considéré ne peut servir qu'à diminuer ou à augmenter les inégalités. Sachant que seul le travail fourni est susceptible (**capable**) d'accroître le pouvoir d'achat, toutes les doctrines (**courants d'opinions**) économiques axées sur l'évolution de la quantité d'unités monétaires, telle que celle du "ruissellement", sont totalement stériles (**futiles**) et donc inefficaces à faire croître la richesse. En effet, puisque aucune richesse n'est créée, alors celle qui, soi-disant, ruisselle a été obligatoirement prélevée antérieurement (**auparavant**) sur d'autres agents. Les banquiers, ne pouvant dans aucune hypothèse qu'il soit possible d'envisager, créer de la monnaie *stricto sensu* (**au sens strict**), sont dans la totale impossibilité d'accroître la richesse d'un système économique quelconque. Il en est donc également de même pour la finance spéculative. En effet, celle-ci ne joue que sur la seule caractéristique de monnaie, en apportant aucune considération au travail : ce concept lui étant totalement étranger. Cependant, il n'est jamais écrit ici que les banquiers, dans leurs agissements, ne puissent pas être utiles à la bonne marche de la société, il est seulement démontré qu'ils sont dans l'incapacité totale de créer de la monnaie au sens strict, mais seulement des unités monétaires en modifiant directement leur nombre (n) et indirectement leur valeur (u) (**v**) de manière inverse. Mais cependant :

- **l'occultation de la variation de l'unité interdit l'appréhension (**compréhension**) rationnelle de tout phénomène économique.**

De tout ce qui précède, ce ne serait que le processus de diminution des prix qui, petit à petit, induirait l'augmentation du pouvoir d'achat, et permettrait ainsi de comprendre comment la richesse puisse être accrue et donc générée.

Toutefois, cela ne serait possible qu'en fournissant un travail de plus en plus élevé. Lorsque ce travail est exclusivement exercé par des sources naturelles, il ne peut pas être très important puisqu'elles sont limitées. A *contrario* (**par contre**), si le travail est fourni par des sources artificielles, non limitées, alors il peut être considérable et provoquer des baisses de prix conséquentes, accroissant ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs et favorisant la richesse des individus composant le système économique examiné. C'est donc pour cela que, les sources naturelles limitées en puissance étant quasiment les seules utilisées, le pouvoir d'achat et incidemment le niveau de vie soient restés constants depuis le néolithique jusqu'au 18^e siècle. A partir de cette date, c'est l'emploi à outrance des sources artificielles non limitées en puissance qui autorisa leur amplification.

De plus, il a été montré que, si la répartition de la richesse ressortit (**se réfère**) aux Sciences de l'Homme, sa genèse (**existence**) ne peut être relative qu'aux Sciences de la Nature et plus particulièrement à la physique. Alors, toute étude dont la finalité est axée sur la seule création de monnaie doit être libre de toute référence à l'Etre Humain. Sa présence dans les raisonnements, qu'elle soit réelle ou sous-entendue, formelle (**sans ambiguïté**) ou implicite (**ambigu**), doit être absolument exclue, prohibée (**interdite**), proscrite (**exclue**), sinon l'étude doit être rejetée sans délai et sans condition dans le domaine des applications ; sa validité explicative et prédictive réduite à néant. En conséquence et contrairement à toutes les doctrines (**groupes d'opinions**) économiques classiques, toutes les recherches qui dérivent des prémisses (**faits**) exposées ci-dessus doivent être absolument libres et exemptes (**débarrassées**) de tout critère et argument à caractère anthropique (**humain**).

Il est possible de conclure en exhibant (**en exposant**) que :

- ***c'est la découverte des lois régissant (**déterminant**) les transformations énergétiques puis leur maîtrise qui permet la prolifération (**accroissement rapide**) quasi exponentielle des sources artificielles de travail conduisant à la baisse des prix des produits et, de ce fait, à l'enrichissement de la Société.***

Il n'est question ici que d'Economie et en aucune manière des effets, incidences, répercussions ou autres sur l'environnement de la pléthore (**quantité**) de travail mise à notre disposition. Cette note a montré que :

- seule une variation positive ($du > 0$) (**$dv > 0$**) de la valeur (**v**) de l'unité (u) monétaire provoque une augmentation de la quantité de *Monnaie* (richesse, pouvoir d'achat) existante dans le système considéré,
- seule une dépense d'énergie due à l'exercice d'un *Travail à finalité économique* permet cet accroissement.

Toutefois, ces quelques pages ne disent absolument rien ni sur le processus de transformation du *Travail fourni* en *Monnaie obtenue*, ni sur les phénomènes susceptibles (**capables**) de se produire ainsi que sur les conditions de leur existence.

- ***Alors, cette réflexion exhorte (**encourage**) à rechercher les lois qui orchestrent, non plus les transformations énergétiques de chaleur en travail, mais celles qui régissent (**pilotent**) les transformations économiques de travail en monnaie, en les considérant similaires mais non identiques.***